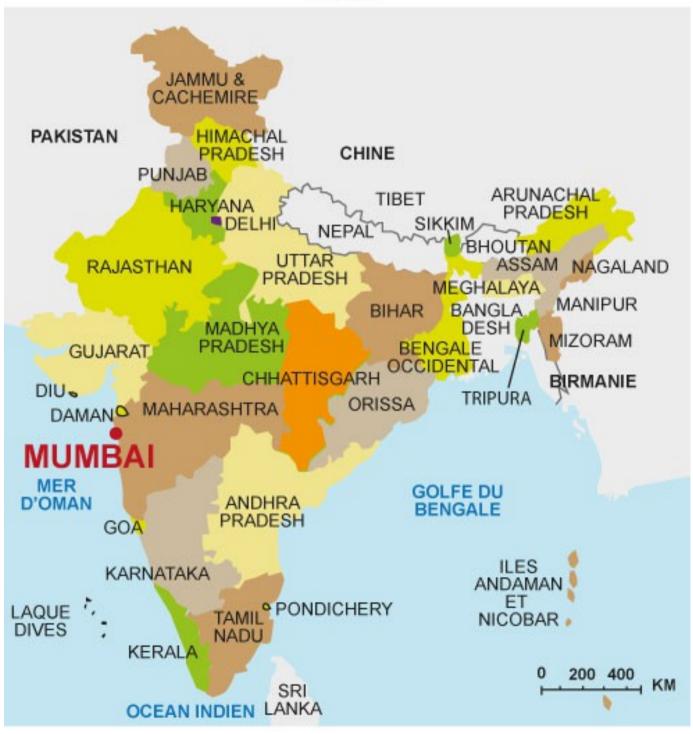
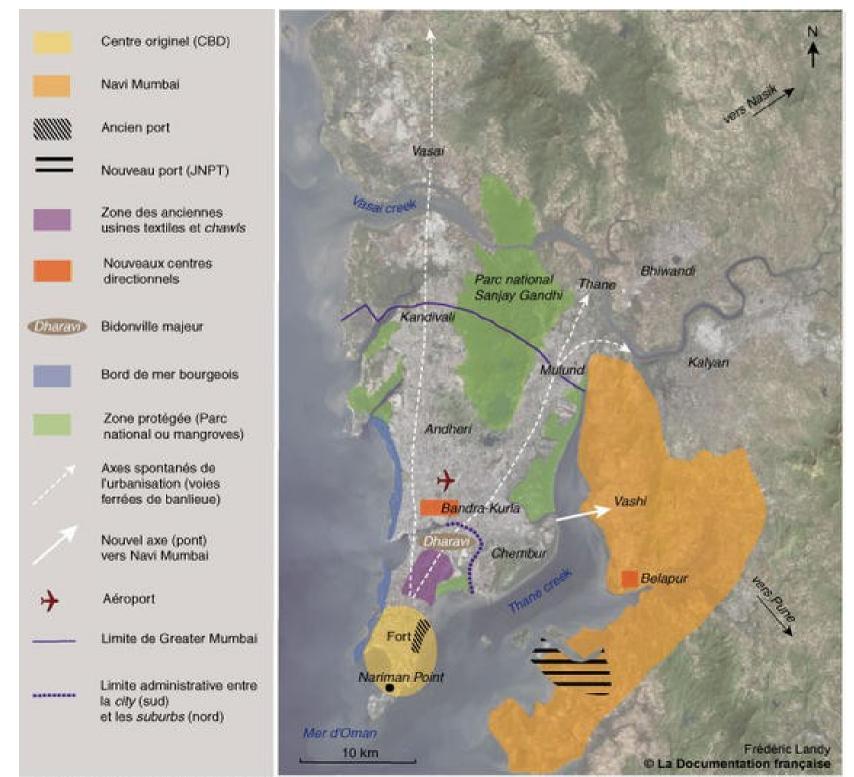
INDE

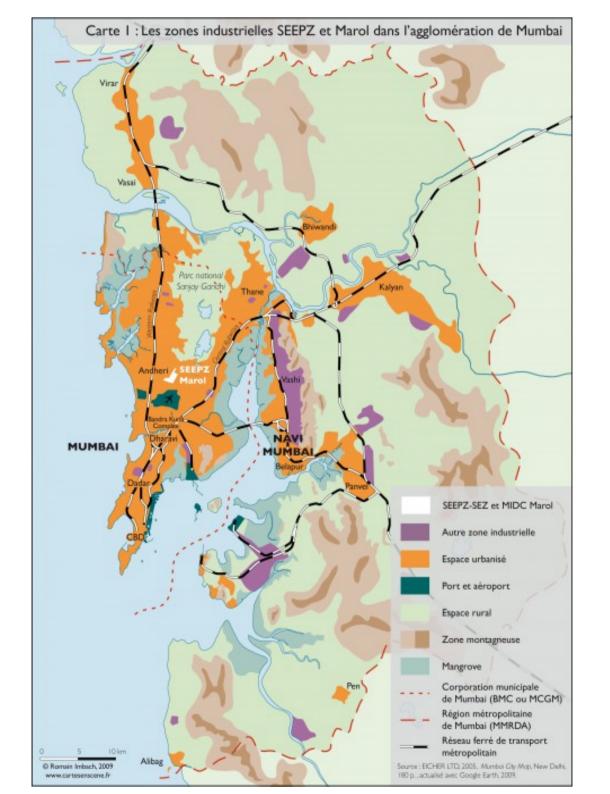


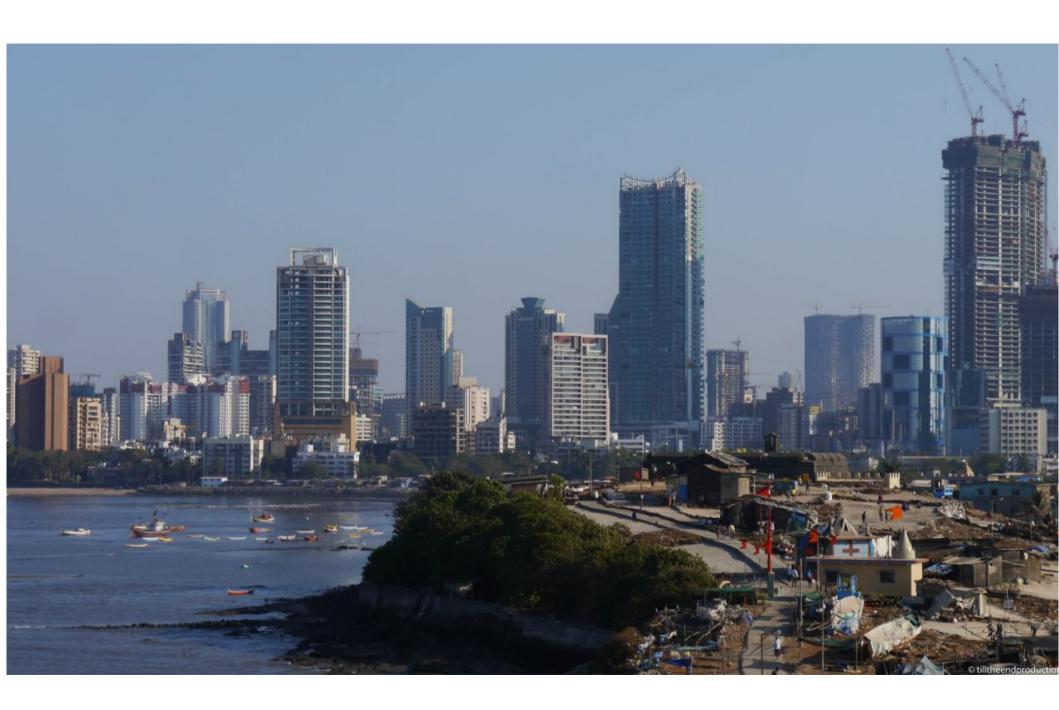


VUES D'ENSEMBLE



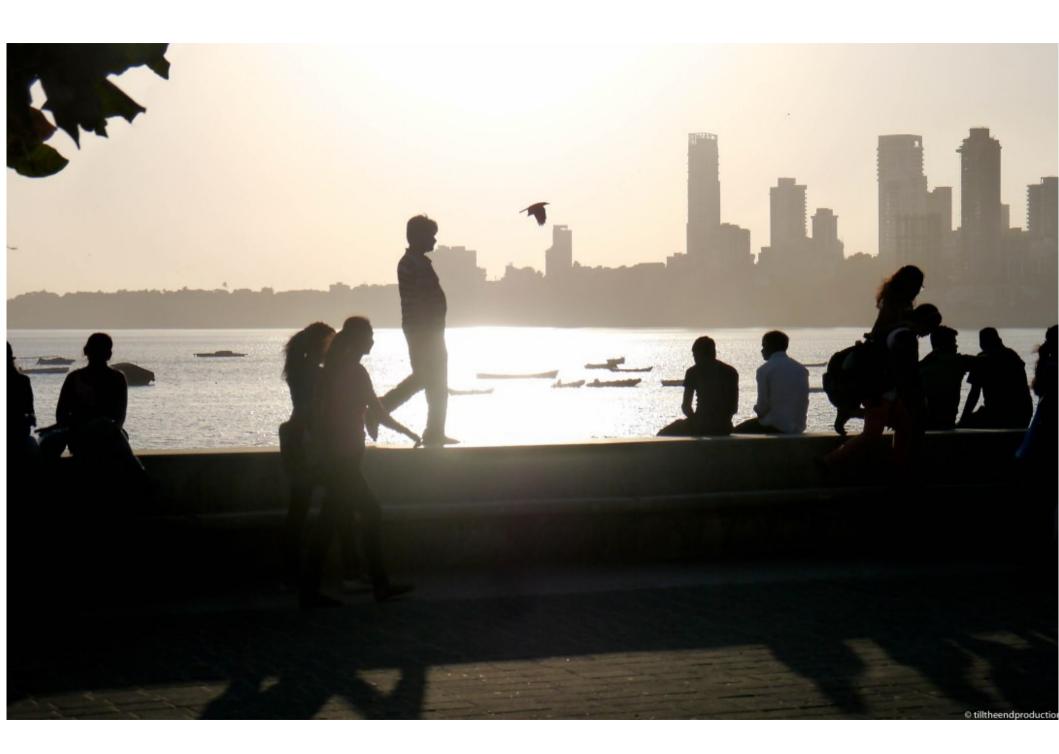






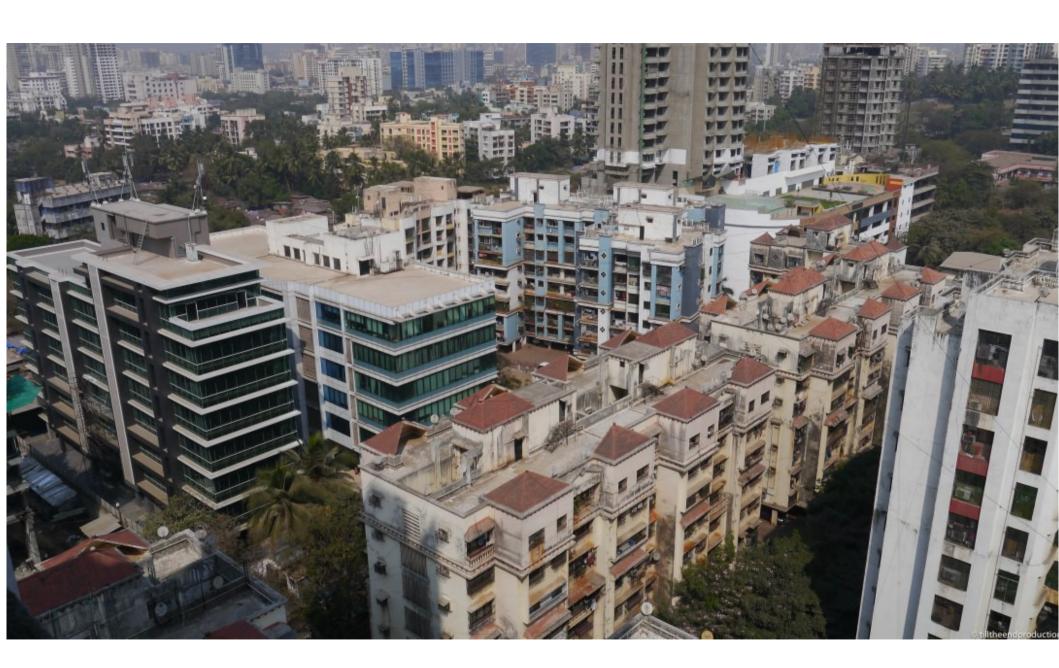




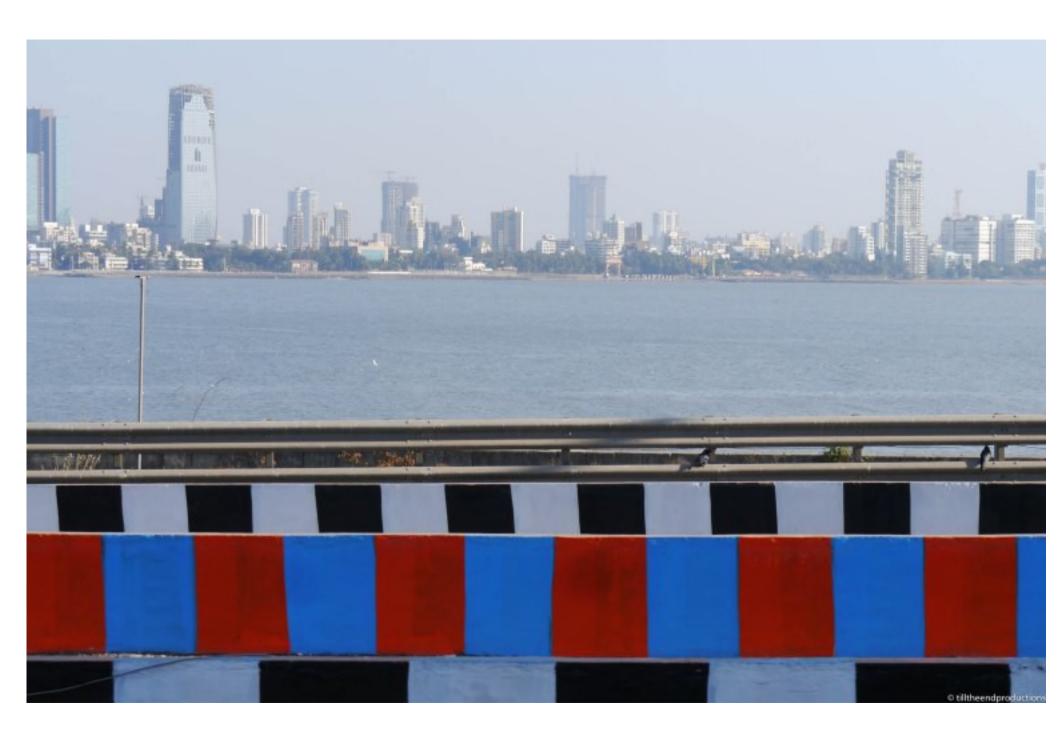


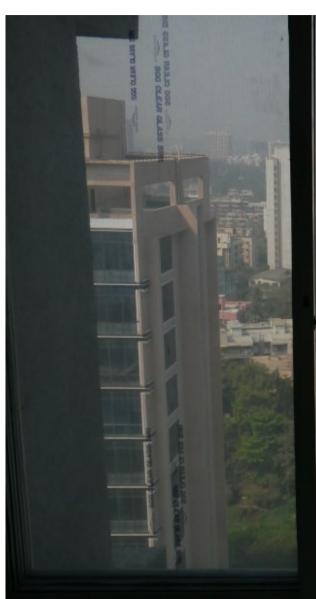




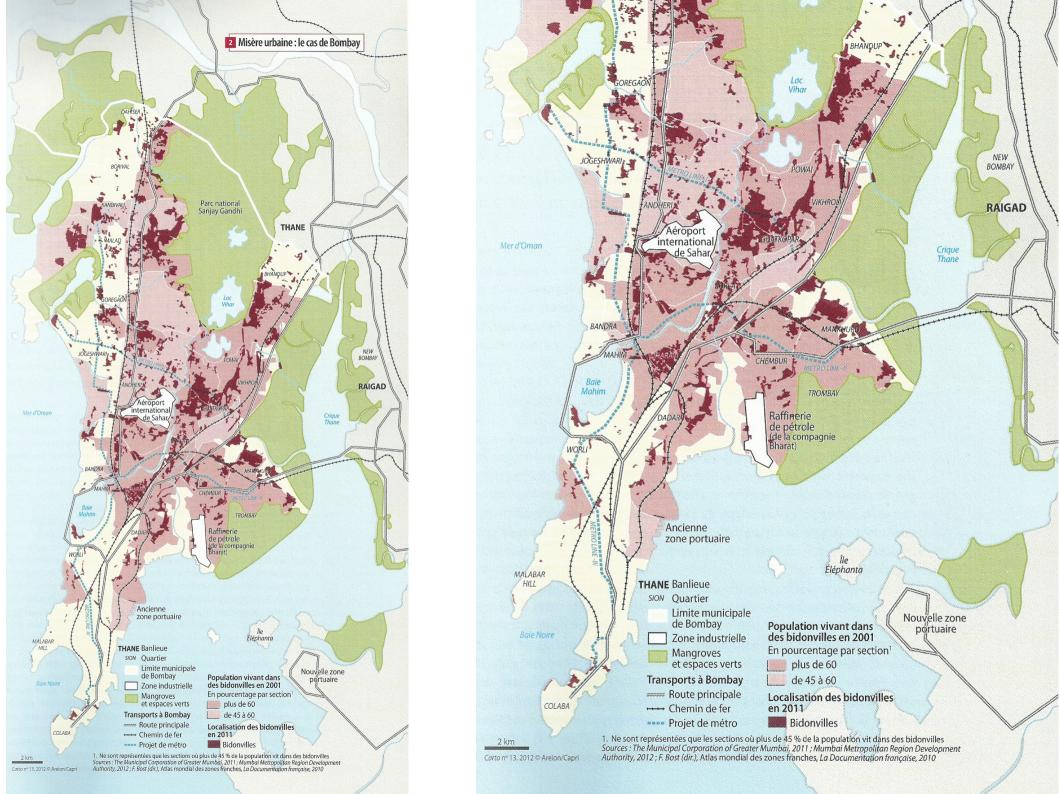
















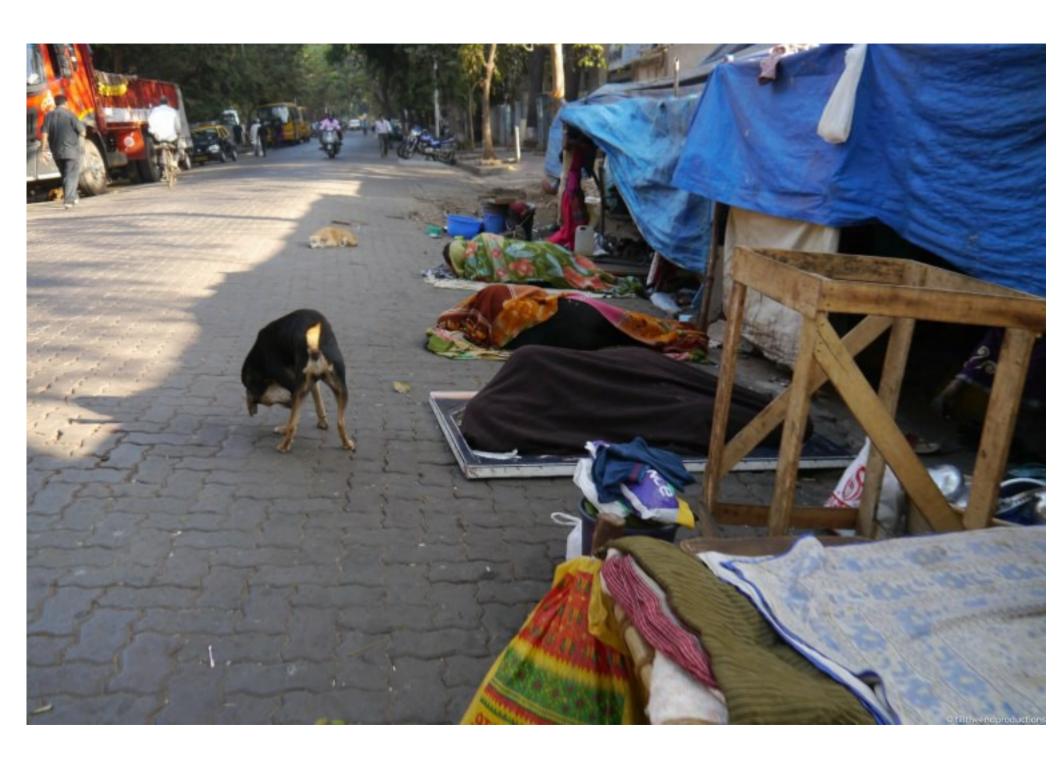
DE PLUS PRES...

Les défis de la croissance en Asie du Sud et de l'Est

À partir de l'étude critique de ces documents, montrez que la croissance économique représente un défi majeur en Asie du Sud et de l'Est. Portez un regard critique sur les documents.









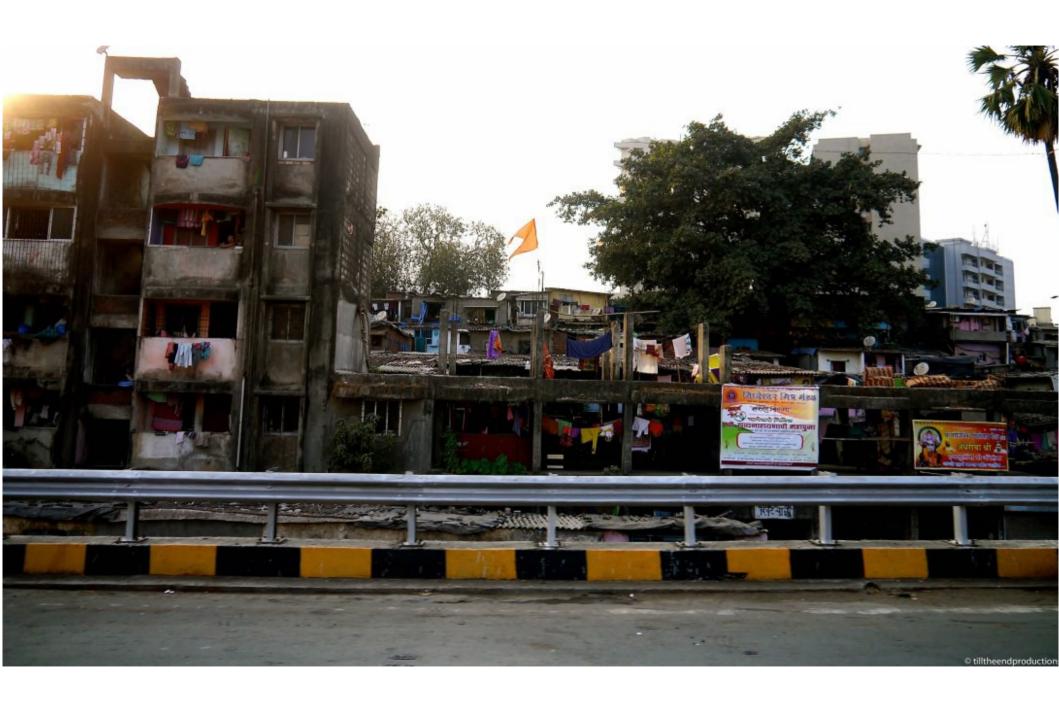


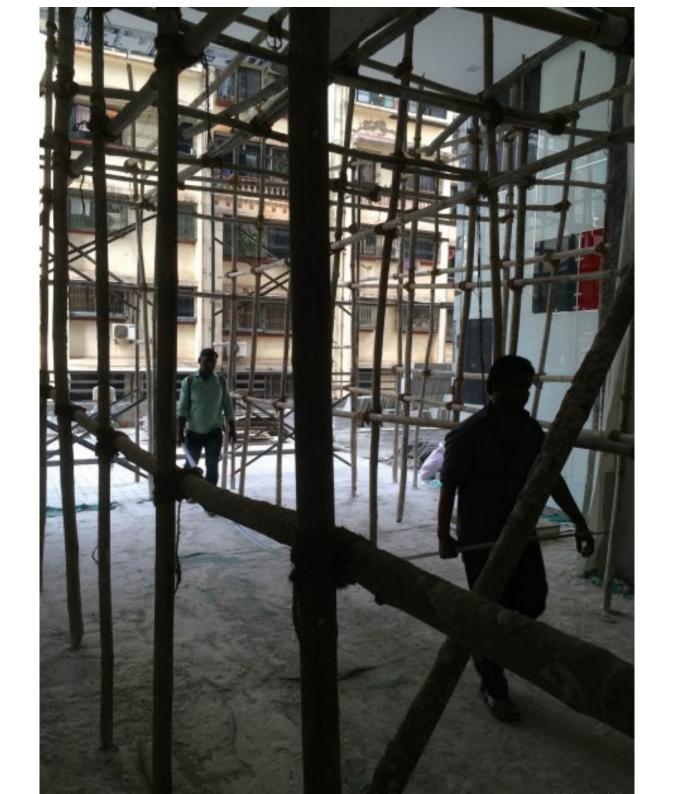














EN INDE, L'INQUIÉTANT NATIONALISME **DE NARENDRA** MODI

ÉDITORIAL III

horizon de la démocratie indienne s'est singulièrement assombri depuis l'arrivée au pouvoir du chef du Parti du peuple indien, Narendra Modi, il y a près de deux ans. L'arrestation d'un étudiant et d'un ancien professeur de l'université Jawaharlal Nehru de New Delhi, accusés de «sédition», est la dernière illustration de la dérive autoritaire d'un gouvernement nationaliste hindou décidé à faire taire toute critique. Alors même que les motifs de ces deux arrestations restent flous, les étudiants multiplient les manifestations dans tout le pays.

Le gouvernement dit agir au nom de la défense de la «nation». Mais de quelle «nation» parle-t-on? Il est paradoxal de voir les nationalistes hindous défendre aujourd'hui le drapeau indien, qu'ils ont longtemps dénigré, pour lui préférer le drapeau couleur safran, étendard d'une nation hindoue qui se déploierait de l'Afghanistan jusqu'en Birmanie. Il est curieux de voir ces mêmes nationalistes hindous se poser en défenseurs de la nation, alors même qu'ils s'attaquent à l'un des piliers de l'identité indienne depuis l'indépendance : la laïcité. Il est enfin étrange de voir ces patriotes user d'un article du code pénal rédigé à l'époque coloniale, qui servit à emprisonner le Mahatma Gandhi, pour jeter un étudiant et un professeur derrière les barreaux.

La liberté d'expression en Inde est le fruit d'un long et riche héritage qui remonte à l'empire d'Ashoka, au IIIe siècle avant notre ère. Elle est en passe de devenir un luxe réservé à quelques téméraires. Les attaques contre la liberté d'expression ne datent pas d'aujourd'hui; un arsenal législatif encore trop ambigu, remontant en partie à la colonisation britannique, fournit un maigre rempart. Mais elle est très sérieusement menacée, si, comme les récents événements le laissent penser, les garde-fous de la justice et de la police échouent à la protéger. Ces derniers jours, les partisans de Narendra Modi ont battu des journalistes, des étudiants, des professeurs dans l'enceinte même d'un tribunal, sous le regard indifférent de la police. Le nationalisme hindou a pris des allures de hooliganisme.

M. Modi et son gouvernement ont également pris pour cible, depuis un an, les associations et organisations non gouvernementales, en particulier celles qui militent pour la défense de l'environnement, considérées comme un frein à l'économie. Quelque 9000 ONG ont ainsi été « désenregistrées» en raison de leurs financements d'origine étrangère.

Soucieuse de ne pas brusquer un allié précieux face à la montée en puissance de la Chine et de ne pas gâcher les opportunités économiques offertes par un pays qui enregistre l'une des croissances les plus élevées du monde, la communauté internationale préfère rester discrète. La France, pour sa part, a donné la priorité à la diplomatie économique et aux contrats géants que fait miroiter l'Inde. Mais commercer n'interdit pas de soulever les questions de droits de l'homme, surtout lorsque l'on traite avec un pays qui aime à se définir comme la plus grande démocratie du monde.

Dans un sous-continent qui abrite le tiers de l'humanité, le modèle démocratique indien peut servir d'inspiration à des pays voisins en proie à l'autoritarisme, comme le Bangladesh ou les Maldives. L'Inde a bien plus à offrir que le yoga, le cinéma de Bollywood ou les grands contrats. Il serait tragique que M. Modi sacrifie cette partie-là de l'identité indienne.

(Lundi 22 février.)

FOULES



